

# Des idées vertes : pour une culture de la transition

Il y a quatre mois, *forum* lançait une série sur la crise financière, économique et monétaire. Nous avons prié les partis politiques de partager avec nos lecteurs leurs grilles d'analyse et alternatives. Dans le numéro de février, déi Lénk présentait ses positions, dans celui d'avril c'était au tour du DP et dans celui de juin nous publierons une contribution du LSAP. Ci-dessous, le lecteur trouvera la prise de position de Déi Gréng.

Mike Mathias  
(Grecofin)

Nous vivons un moment clé au terme de trois décennies de politiques économiques, fiscales, financières et sociales dominées par l'idée de la suprématie du libre marché sur les politiques publiques. Parallèlement, les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables sont toujours exploitées à outrance suite à une croissance économique que de nombreuses personnes croient encore sans limites.

Pour Déi Gréng, l'issue à cette crise devra inévitablement passer par un double changement de paradigme. D'un côté, nous devons restituer le rôle de l'État dans la gouvernance des marchés. De l'autre, nous devons apprendre à tenir compte du caractère limité des ressources naturelles dans nos modèles économiques et sociaux.

## Le désastre des politiques néolibérales

Depuis l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, la pensée économique et politique dite « néolibérale » a conquis le pouvoir politique de nombreux pays occidentaux et émergents. Selon les néolibéraux, les marchés savent mieux que tout autre comment allouer les ressources rares afin de maximiser le bien-être des populations. De plus, le rôle de l'autorité publique serait toujours moins efficient et il faudrait ainsi réduire autant que possible son champ d'action. Ainsi, il n'a finalement fallu qu'une génération d'hommes et de femmes politiques pour ôter la responsabilité publique à l'État.

## Politiques fiscales

Les politiques fiscales en sont un bon exemple. Afin de réduire les « capacités de nuire de l'État », il suffit

de l'asphyxier par la réduction des taxes et des impôts. Pour y arriver, les politiques dominantes ont fait jouer la liberté des capitaux, c.-à-d. la concurrence des entreprises transnationales face aux autorités fiscales nationales. Quoi de plus simple pour une entreprise transnationale que de transférer ses bénéfices vers les pays qui affichent les impôts les plus bas ? La menace de délocalisation des emplois fait accepter à de nombreux États une réduction des taux. Grâce à la libre circulation des capitaux en Europe, quelques pays – dont le Luxembourg – attirent un grand nombre de sièges d'entreprises européennes et le manque d'une concertation des politiques fiscales européennes fait que se poursuit la course vers la baisse des taux.

La baisse de la fiscalisation des entreprises s'est accompagnée d'une baisse des impôts des revenus des personnes physiques et de l'abandon quasi général des impôts sur le patrimoine. Le résultat en était évidemment une baisse sensible des recettes fiscales directes dans la plupart des pays européens et le maintien des impôts indirects, ce qui a amené une pression fiscale de plus en plus démesurée sur les revenus moyens et inférieurs.

---

Grecofin (Gréng Économie a Finanzenest) le nom du groupe de travail interne de Déi Gréng qui réfléchit plus particulièrement sur les politiques économiques et financières. Le groupe est ouvert à tous les membres et sympathisants de Déi Gréng. Par sa réflexion, la rédaction de notes et l'organisation de formations, il alimente le parti et sa fraction parlementaire au-delà des questions de l'économie appliquée. Grecofin aborde notamment la question centrale du modèle de développement pour le Luxembourg. Pour des commentaires, veuillez contacter Mike Mathias : [mmathias@chd.lu](mailto:mmathias@chd.lu)

---

**Il n'a finalement fallu qu'une génération d'hommes et de femmes politiques pour ôter la responsabilité publique à l'État.**

---

Puisque le Luxembourg dispose également d'un tissu développé d'industries et de PME, nous profitons bien de rentrées fiscales des activités liées à la place financière, mais nous devons supporter la pression sur les rentrées fiscales dans tous les autres domaines. Le résultat en est une dépendance politique à l'égard de la place financière.

### Politiques financières

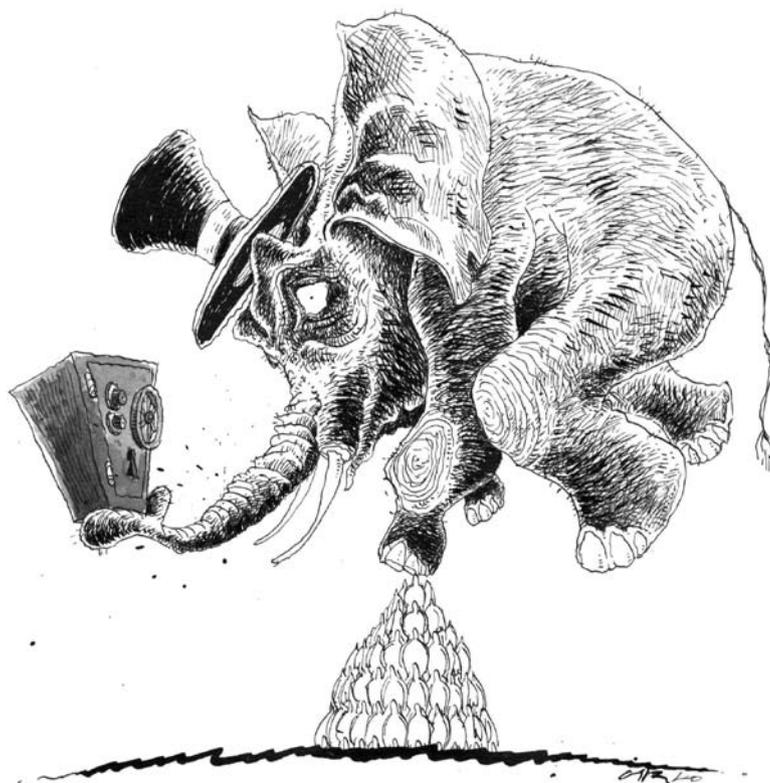
La crise financière et bancaire de 2008, dont nous vivons toujours les conséquences au niveau des dettes souveraines en Europe, est une conséquence directe des dérégulations opérées sur le plan de l'économie financière. L'insuffisance en capitaux propres des banques, l'émergence massive du *shadow banking* ainsi que des paradis fiscaux et la concentration de capitaux très liquides aux mains d'un nombre limité de personnes ont contribué à un développement ahurissant du volume de l'économie financière par rapport à l'économie du commerce des biens et des services, hors services financiers.

Finalement, cette dérégulation a mené à une course effrénée du rendement financier et à une augmentation faramineuse des crédits ainsi que des dettes privées et publiques. Les dettes publiques ont augmenté dans certains pays, surtout après 2008. Les deux dernières décennies ont avant tout été marquées par l'accroissement des dettes privées, celles des ménages et des entreprises.

### Politiques économiques

La domination de l'économie financière a pu s'installer suite au démontage des régulations établies après la crise financière de 1929 et suite à l'enrichissement extraordinaire du 1 % des plus riches grâce à la réduction des systèmes fiscaux qui, jusque-là, assuraient les redistributions des richesses ressenties comme exagérées.

Pour les autres secteurs économiques, cette évolution est désastreuse. La priorité accordée au rendement financier à court terme dans les décisions économiques mène par exemple à la fermeture de sites sidérurgiques comme Florange, Schifflange et Rodange, alors que ces sites sont probablement rentables à moyen terme. La domination de la logique du marché financier à court terme rend de plus en plus difficile, à moyen et long terme, le développement d'infrastructures lourdes, pourtant nécessaire. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine des énergies renouvelables ou de la mobilité douce. Dans ces domaines, le Luxembourg ne dispose pas seulement d'atouts indéniables, notamment son savoir-faire, mais également de besoins évidents.



### Politiques sociales

Les politiques sociales sont doublement affectées. Il serait évidemment socialement beaucoup plus utile de maintenir les emplois de la sidérurgie, même s'ils ont un rendement financier moins important. Le coût social et moral du chômage est terrifiant, tant pour les personnes concernées que pour la collectivité.

Ceci ne doit pas nous mener à prêcher le maintien, coûte que coûte, de toute activité économique, mais le gouvernement devrait avoir la volonté politique de s'opposer de façon créative à des destructions d'industries par la finance.

Les politiques sociales sont également touchées par la baisse des rentrées fiscales et donc la baisse des moyens permettant par la redistribution de rééquilibrer les inégalités entre les différentes couches sociales. D'autres domaines politiques, telles que la formation professionnelle ou la recherche scientifique, sont également impactés par ces pertes de rentrées fiscales.

Des mesures d'austérité ne permettront par conséquent pas de résoudre la crise actuelle des dettes publiques. Celles-ci auront plutôt un impact sur la culture politique et l'essor de courants politiques populistes qui promettent souvent des solutions sim-

---

**La domination de la logique du marché financier à court terme rend de plus en plus difficile, à moyen et long terme, le développement d'infrastructures lourdes, pourtant nécessaire.**

---

plistes, voire xénophobes, à des problématiques complexes. L'Europe devra donc nécessairement passer par une remise à plat de ses politiques fiscales.

### Les limites écologiques

La deuxième tendance à laquelle nous sommes confrontés est celle de l'épuisement des ressources naturelles. Les ressources halieutiques, la biodiversité, les sols, les forêts et l'atmosphère sont quelques domaines où nous sommes en train de dépasser la capacité de renouvellement. Du côté des ressources non renouvelables, citons le pétrole ou les énergies fossiles en général.

Les systèmes écologiques planétaires sont complexes et la compréhension humaine relativement limitée. Certains phénomènes, comme le changement climatique causé par l'absorption massive par l'atmosphère des gaz à effets, ne font cependant plus aucun doute. Le fait que nous touchions aux limites de la disponibilité de ces ressources a évidemment un impact sur l'économie humaine. Si la montée des prix des denrées alimentaires et des énergies fossiles n'est pas uniquement due aux spéculations financières, les spéculations financières ne sont possibles qu'avec des produits dont la rareté est reconnue. Indéniablement, les limites de la croissance sont atteintes.

La crise est donc triple, puisqu'elle est économique, sociale et écologique. Son impact sur les systèmes politiques est considérable et les menaces pour le maintien de l'équité sociale et le bien-être sont évidentes.

### Vers un modèle de transition

Pour les verts, il est évident que le changement de paradigme devra s'attaquer aux deux tendances exposées ci-dessus. La transition la plus profonde est celle de la mise en question du modèle de la croissance économique. Pour les économies développées, le modèle de croissance actuel est socialement dangereux, car il renforce les inégalités, écologiquement impossible, car il dépasse les limites de la nature, et matériellement non nécessaire, car n'apportant guère plus de progrès.

Nous devons développer des systèmes d'assurances sociales, des schémas de rémunérations professionnelles, voire de rémunération des capitaux, qui renoncent à l'hypothèse d'une perpétuelle croissance économique.

L'écologie politique oppose à la vision du productivisme idéalisant, la croissance et la transition vers une « prospérité sans croissance » ; à la démocratie représentative, la transition vers une démocratie citoyenne

participative ; à la cohésion sociale, la transition vers l'équité sociale. L'idée de la « Grande Transition » fait son chemin des « Transition Towns », c.-à-d. de la base des mouvements sociaux jusqu'aux opportunités reconnues par l'industrie dans les énergies renouvelables ou dans l'agriculture biologique.

### Encadrer les systèmes financiers

En Grande-Bretagne, le ministre des Finances conservateur a convoqué en juin 2010 l'Independent Commission on Banking sous la présidence du député John Vickers, qui a, après avoir mené de larges consultations avec de nombreux acteurs, rendu son rapport final en septembre 2011. Celui-ci présente une série de pistes qui rendraient le système financier plus stable. Une approche semblable est à l'origine de nombreux efforts législatifs du gouvernement Obama (FATCA ou le Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act...) ou du *six-pack* de la Commission européenne.

Au Luxembourg, la plus grande place financière de la zone euro, une réflexion sur le système bancaire s'impose également. Alors qu'elle est catégoriquement exclue par le pouvoir en place, les verts ont développé une série de propositions concrètes :

- Séparer les banques commerciales des banques d'investissement : Cette séparation place, d'un côté, la banque de dépôt qui récolte et garantit l'épargne et, de l'autre, la banque d'affaires qui assume les risques d'investissement par le capital de ses investisseurs sans les reporter sur les déposants ou sur les États.
- Accroître les fonds propres des banques : Les nouvelles contraintes réglementaires de Bâle III demandent des fonds propres d'au moins 7 % des activités des banques ; une nette progression face au 2 % d'avant la crise. De nombreux professionnels des autorités de surveillance demandent des taux encore plus élevés (la Banque d'Angleterre proposait 15 %). Il est évident qu'il faudra rapidement renforcer la prudente réforme de Bâle III afin de compléter les règles de ratios des fonds propres par une limite stricte à l'effet de levier des banques, en incluant les activités dites « hors bilan ».
- Améliorer la gestion du risque : S'il faut travailler sur la limitation du risque par la séparation des métiers bancaires ou l'augmentation du niveau des fonds propres, il faut également améliorer la gestion du risque. Ceci doit se faire à différents niveaux : 1. ramener toutes les opérations dans le bilan ; 2. fixer des règles de liquidités strictes ; 3. revoir fondamentalement le modèle des

agences de notation ; 4. fixer des règles strictes pour les bonus.

- Afin d'assurer une meilleure stabilité du secteur bancaire, il y a lieu d'augmenter la diversité des acteurs et des produits bancaires. Pour le Luxembourg et notamment dans le contexte d'une prise de participation de l'État dans trois banques de guichet situées sur son territoire, il s'avère important de concevoir un modèle économique différent et complémentaire pour les trois banques.

Si l'accent doit être mis sur le développement de produits moins risqués, certes moins rentables, car moins financés par le recours au crédit, la diversité des banques doit également se jouer au niveau de la taille. L'efficacité des grandes banques est un leurre. Ce sont souvent les plus grandes qui doivent faire face à des « dés-économies » d'échelle substantielles ainsi qu'à des dysfonctionnements structurels. Diminuer la taille des banques est la meilleure façon de limiter les risques.

### Adapter la consommation des ressources aux capacités

Les dettes écologiques que nous sommes en train d'accumuler sont une évidence. Nous les entassons non seulement pour les générations futures, mais aussi envers des populations qui, pour des raisons de manque de pouvoir d'achat, sont déjà exclues de l'accès aux ressources naturelles qui leur sont vitales.

Les politiques de développement durable actuelles opposent à cette situation deux stratégies :

- La convergence des systèmes économiques avec les systèmes écologiques (p. ex. moins de déchets, réduction de la nocivité des déchets, cycles industriels fermés, éco-design, etc.) a connu des succès indéniables.
- L'efficacité (réduire la consommation d'énergie et des ressources tout en maintenant le niveau de production) est également une stratégie qui a contribué à réduire de façon considérable la consommation des ressources.

Malgré ces efforts, la consommation absolue des ressources et de l'énergie a malheureusement continué de croître. Ainsi, suite aux efforts réalisés depuis les années 1990, la consommation d'énergie de chauffage par mètre carré a baissé de 9 %. En même temps, suite à l'augmentation de la taille moyenne des logements, la consommation par habitant a augmenté de 13 %.



Il est donc primordial de fixer des scénarios de réduction absolue de consommation de ressources afin d'arriver à respecter les limites de la capacité de la nature. Une approche qui est encore trop souvent considérée irrecevable dans la tête de beaucoup d'hommes et de femmes politiques. Ceci montre la nécessité d'une culture qui décrit quel niveau de vie peut être considéré comme acceptable.

### Développer l'idée d'une équité globale

Intégrer des limites absolues de consommation et développer des concepts d'une économie dynamique à niveau stable ne peut évidemment pas se faire sans des politiques de redistribution résolument tournées vers l'équité sociale. Si, jusqu'à présent, les populations exclues restaient adeptes du système des marchés libres et capitalistes, c'est essentiellement parce qu'on leur faisait croire que la croissance économique allait combler les écarts. Il s'est finalement avéré que la croissance a le plus souvent renforcé les inégalités.

L'équité sociale, c.-à-d. le droit d'accéder de façon égale aux ressources naturelles, aux capacités sociétales, aux progrès techniques et au développement humain, ne doit plus demeurer un rêve lointain. Nous devons construire des sociétés qui accordent le droit de vote politique à tous les résidents ; les droits sociaux à toute la population active, résidente ou non ; les droits d'émissions égaux à toutes les populations, où qu'elles vivent et peu importe quand elles vivent.

Pour l'écologie politique, c'est cette transition économique, écologique et culturelle qui va permettre de construire des sociétés pacifiques, équitables et respectueuses des conflits de durabilité. ♦